

**Accord collectif national**

**CAISSES D'ÉPARGNE  
(18 novembre 1999)**

**AVENANT N° 15 DU 10 DÉCEMBRE 2010  
RELATIF AU RÈGLEMENT DU RÉGIME DE MAINTIEN DE DROITS**

NOR : ASET1150504M

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant a pour objet d'adapter les dispositions de l'accord relatif au règlement du régime de maintien de droits arrêté au 31 décembre 1999 du 18 novembre 1999 dans sa version actuellement en vigueur (intégrant le contenu des avenants successifs) aux nouvelles dispositions légales relatives à l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite et à l'âge auquel les assurés bénéficient du taux plein suite à la promulgation de la loi n° 2010-1330 portant réforme des retraites du 9 novembre 2010. Ainsi, les références à un âge fixe (60 ans, 65 ans) sont remplacées par les références légales correspondantes, les mentions des dispositions légales sont, si nécessaire, mises à jour.

Par ailleurs, dans un souci de lisibilité de l'accord, certaines précisions sont apportées.

En conséquence, les parties signataires décident d'apporter les modifications suivantes à l'accord sur le règlement du régime de maintien de droits arrêté au 31 décembre 1999 du 18 novembre 1999, étant entendu que les autres dispositions de l'accord restent inchangées.

**Article 1<sup>er</sup>**

Modification de l'article relatif aux définitions et rappel (art. 2 du titre I<sup>er</sup> de l'accord sur le règlement du régime de maintien de droits arrêté au 31 décembre 1999 précité).

Au troisième point de l'article 2, la phrase : « Une prestation transitoire versée avant 60 ans » est supprimée et remplacée par la phrase suivante : « Une prestation transitoire versée avant l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite prévu à l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale. »

Le reste de l'article est inchangé.

**Article 2**

*Modification de l'article relatif aux types de prestations,  
modalités de paiement et de revalorisation (art. 5.1 du titre I<sup>er</sup> de l'accord précité)*

Au troisième alinéa de l'article 5.1, la mention « de l'article R. 351-2 du code de la sécurité sociale » est supprimée et remplacée par la mention « de l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale ».

Le reste de l'article est inchangé.

**Article 3**

*Modification de l'article relatif à l'enfant à charge  
(art. 5.3 du titre I<sup>er</sup> de l'accord précité)*

Le premier alinéa de l'article 5.3 est supprimé et remplacé par la phrase suivante :

« Sont considérés à charge les enfants âgés de moins de 25 ans ayant des revenus inférieurs ou égaux à 55 % du Smic et étant à charge du participant au sens du droit fiscal. »

Le reste de l'article est inchangé.

**Article 4**

*Modification de l'article relatif au droit du conjoint survivant  
(art. 10 du titre II de l'accord précité)*

Le premier alinéa de l'article 10 est supprimé et remplacé par la phrase suivante :

« Il est rappelé qu'un dispositif de prestation de veuvage est mis en place dans le cadre du règlement de prévoyance de la caisse générale de prévoyance. »

Le reste de l'article est inchangé.

#### **Article 5**

##### *Modification de l'article relatif à la bonification pour enfant à charge (art. 12 du titre II de l'accord précité)*

Le texte de l'article 12 de l'accord est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« Une bonification temporaire d'un montant de 15 % de la prestation de maintien de droits par enfant à charge, au sens du droit fiscal, de moins de 25 ans est allouée aux bénéficiaires de la prestation de maintien de droits. »

#### **Article 6**

##### *Modification de l'article relatif au droit du conjoint survivant (art. 16 du titre II de l'accord précité)*

Le premier alinéa de l'article 16 de l'accord est supprimé et remplacé par la phrase suivante :

« Il est rappelé qu'un dispositif de prestation de veuvage est mis en place dans le cadre du règlement de prévoyance de la caisse générale de prévoyance. »

Les autres alinéas de cet article demeurent inchangés.

#### **Article 7**

##### *Modification de l'article relatif à la bonification pour enfant à charge (art. 18 du titre II de l'accord précité)*

Le texte de l'article 18 de l'accord est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« Une bonification temporaire d'un montant de 15 % de la prestation de maintien de droits par enfant à charge, au sens du droit fiscal, de moins de 25 ans est allouée aux bénéficiaires de la prestation de maintien de droits. »

#### **Article 8**

##### *Modification de l'article relatif à l'objet (art. 19 du titre III de l'accord précité)*

Aux deux premiers alinéas de l'article 19, la mention « de l'article R. 351-2 du code de la sécurité sociale » est supprimée et remplacée par la mention « de l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale ».

Le reste de ces alinéas est inchangé.

Le troisième alinéa de cet article est supprimé et remplacé par la phrase suivante :

« Toutefois, au moment de la demande de liquidation de la prestation transitoire, l'intéressé peut demander que le service en soit poursuivi jusqu'à un âge qu'il choisit et qui ne peut être supérieur à l'âge de liquidation au taux plein prévu à l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale. »

Le dernier alinéa reste inchangé.

#### **Article 9**

##### *Modification de l'article relatif aux bénéficiaires (art. 20 du titre III de l'accord précité)*

A l'article 20 de l'accord, la phrase : « L'intéressé doit, au jour de la demande de liquidation de la prestation du dispositif, être âgé de moins de 60 ans » est supprimée et remplacée par la phrase suivante : « L'intéressé doit, au jour de la demande de liquidation de la prestation du dispositif, ne pas avoir atteint l'âge prévu à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

#### **Article 10**

##### *Modification de l'article relatif au droit du conjoint survivant (art. 25.1 du titre III de l'accord précité)*

Le premier alinéa de l'article 25.1 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est rappelé qu'un dispositif de prestation de veuvage est mis en place dans le cadre du règlement de prévoyance de la caisse générale de prévoyance. »

Les autres alinéas de l'article 25.1 restent inchangés.

#### **Article 11**

##### *Modification de l'article relatif à la bonification pour enfant à charge (art. 25.2 du titre III de l'accord précité)*

Le texte de l'article 25.2 de l'accord est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« La prestation transitoire est majorée d'une bonification temporaire de 10 % par enfant à charge, au sens du droit fiscal, de moins de 25 ans. »

## Article 12

### *Modification de l'article relatif aux cotisations à l'AGIRC et à l'ARRCO (art. 26 du titre III de l'accord précité)*

Au second alinéa de l'article 26, la mention « de l'article R. 351-2 du code de la sécurité sociale » est supprimée et remplacée par la mention « de l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale ».

Le reste de l'article demeure inchangé.

## Article 13

### *Modification de l'article relatif aux cotisations au régime général (art. 27 du titre III de l'accord précité)*

A l'article 27, la mention « de l'article R. 351-2 du code de la sécurité sociale » est supprimée et remplacée par la mention « de l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale ».

Cet article 27 est complété par la phrase suivante :

« Toutefois, ces remboursements cessent lorsque l'intéressé remplit les conditions de durée requise d'assurance ou l'âge fixé, conformément aux dispositions de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale, pour liquider sa retraite à taux plein. »

## Article 14

### *Modification de l'article relatif à l'imputation des cotisations versées au profit des bénéficiaires du dispositif transitoire (art. 28 du titre III de l'accord précité)*

Le deuxième alinéa de l'article 28 est supprimé et remplacé par le paragraphe suivant :

« Lorsque l'intéressé demande à bénéficier du dispositif transitoire prévu au titre III, la CGR calcule le montant des cotisations à verser jusqu'au premier jour du mois qui suit l'âge fixé à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale ou l'âge choisi dans les conditions de l'article 19 s'il est plus élevé. Toutefois, ces remboursements cessent lorsque l'intéressé remplit les conditions de durée requise d'assurance ou l'âge fixé conformément aux dispositions de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale, pour liquider sa retraite à taux plein. »

La troisième phrase de l'alinéa 3 de l'article 28 est supprimée.

Les autres alinéas demeurent inchangés.

## Article 15

### *Révision et dénonciation*

Les signataires du présent accord peuvent en demander la révision conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail. Toute demande de révision doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à chacune des parties signataires. Cette lettre doit indiquer les points concernés par la demande de révision et doit être accompagnée de propositions écrites de substitution.

Dans un délai maximum de 2 mois à compter de la demande de révision, les parties devront se rencontrer pour examiner les conditions de conclusion d'un éventuel avenant de révision.

L'une ou l'autre des parties signataires peut dénoncer le présent accord, dans les conditions prévues à l'article L. 2261-9 du code du travail sous réserve de respecter un délai de préavis de 3 mois. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des parties signataires.

## Article 16

### *Dépôt*

Le texte de l'accord sera déposé par BPCE selon les dispositions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 10 décembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

BPCE.

#### **Syndicats de salariés :**

CFTC ;

UNSA.